

LOUISA HANOUNE À PROPOS DE LA TRIPARTITE :

«Le gouvernement a tranché en faveur du patronat»

Pour Louisa Hanoune, la tripartite n’a finalement profité qu’au patronat. A Sidi-Saïd, qui est sorti les mains pratiquement vides, la SG du PT lui suggère de ne pas baisser les bras.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - C’est une Louisa Hanoune déçue et scandalisée qui s’est exprimée hier à Alger, à l’occasion d’une session ordinaire du Parti des travailleurs.

La première responsable du PT, qui ne voit aucun acquis dans le nouveau SNMG de 18 000 DA en comparaison avec la cherté de la vie et les cadeaux que l’Etat continue de

faire aux patrons privés, suggère ainsi à l’UGTA d’être ferme pour l’abrogation de l’article 87 bis du code de travail ; une commission a été mise sur pied pour évaluer les incidences de sa suppression.

«Le gouvernement a, décidé-ment, tranché en faveur du patronat qui a exigé un SNMG ne dépassant pas les 18 000 DA. Si l’on compare

cette hausse de 3 000 DA à un pou-voir d’achat dérisoire et tous les cadeaux qui ont été offerts au secteur privé au détriment des travailleurs, le nouveau salaire national minimum garanti ne répond pas aux aspira-tions et aux besoins les plus élémen-

taires de la société algérienne», a-t-elle clamé avant d’ajouter que la sup-pression de l’article 87 bis, un des points essentiels de la tripartite, aurait au moins apporté un certain équilibre, mais malheureusement, ce n’était pas le cas.

Une commission a été, par contre, installée pour étudier les possibilités de sa suppression, et c’est pourquoi la SG du PT appelle Sidi Saïd à être ferme et surtout à ne pas baisser les bras.

M. M.

LA SG DU PT :

«Belkhadem est-il devenu un opposant ?»

La SG du PT s’est interrogée hier, pourquoi Belkhadem appelle d’une part ses députés à soutenir la démarche de Abdelaziz Bouteflika à travers les projets de loi issus des récents Conseils des ministres, pour ensuite leur permettre d’éliminer au niveau de la commission juridi-que de l’APN l’article interdisant le nomadisme politique dans les partis, et ce, avant même que le texte ne soit soumis à la plénière. «Il est étonnant de voir le FLN manœuvrer contre un article approuvé par le gouverne-ment. Belkhadem est-il miraculeusement devenu un opposant ? Les députés FLN ont, cette fois-ci, démontré qu’ils sont contre les réformes et l’assainissement poli-tique et encouragent par la sorte l’immoralité», s’est-elle indignée.

Louisa Hanoune ira jusqu’à déclarer que si d’abord elle ne doute pas de la bonne foi du président de la République, il n’en est pas moins que «son processus est déjà hypothéqué, faussé et biaisé par les députés FLN». Mais la première responsable du Parti des travailleurs semble quand même avoir trouvé réconfort dans une expression qu’elle dit fraîchement inventée : «transhu-mance politique», pour clamer sa haine contre les dépu-tés qui ont quitté le PT pour rejoindre le FLN.

«Pareillement à un troupeau qui quitte la plaine pour aller remplir son ventre dans la montagne, certains dépu-tés quittent leur parti pour d’autres, dans l’unique but de servir leurs intérêts personnels», a-t-elle métaphorisé.

M. M.

CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Les pays avancés endurent la compétitivité des pays émergents

Le Fonds monétaire international (FMI) appelle les pays émergents à plus de solidarité pour éviter aux pays avan-cés de sombrer dans la crise. L’approche de cette institution, née des accords de Bretton Woods, se base sur deux actions, à savoir un ajustement budgétaire graduel dans les pays de la zone euro, les Etats-Unis et le Japon, et des réformes structurelles pour sout-enir le pouvoir d’achat dans les pays émergents, la Chine notamment.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - «S’il y a un déficit par ici (Europe, Etats-Unis et Japon, ndlr), un surplus se dégage, logiquement, dans d’autres pays (pays émergents, ndlr)», a sché-matisé Daniel Leigh, économiste du départe-ment de recherche du FMI, hier, lors d’une conférence à l’Ecole supérieure de banque (ESB) de Bouzaréah, à Alger. La conférence – portant sur les perspectives de l’économie mon-diale – synthétise le «livre» que publie l’institu-tion tous les six mois. Elle est la troisième du genre après celles données en Turquie et en Russie.

Pour sortir de la crise, le FMI recommande, avance Daniel Leigh, un «double travail de rééquilibrage». D’abord, au niveau interne par la révision des politiques budgétaires, c’est-à-dire réduire les dépenses publiques et augmen-ter les impôts. En ce sens que le FMI mise sur

le privé pour prendre le relais des Etats et finan-cer l’économie. Et, ensuite, par l’intervention sur les soldes commerciaux. Des réformes structurelles dans les pays émergents sont ainsi nécessaires.

Dans les pays émergents, les ménages pri-vilégient l’épargne à cause de la faiblesse des assurances sociales. Et pour réduire le surplus que dégage la balance commerciale d’un pays émergent, on réduit, néanmoins, l’épargne et on soutient le pouvoir d’achat dans ce pays. Des mesures qui vont booster ses importations et augmenter les exportations des pays en crise. Ce qui va réduire le déficit de la balance commerciale de ces pays et, par conséquent, leur déficit budgétaire.

En termes plus clairs, et à titre d’exemple, «l’appréciation de la monnaie chinoise, “forte-ment” sous-évaluée, soutient le pouvoir d’achat en Chine et permet aux Chinois d’importer. Cette nouvelle demande va remplir les carnets de commande des entreprises et sauver des emplois dans les pays avancés, fortement secoués par la crise», explique Daniel Leigh.

L’idée est de tirer la croissance, qui tend vers le zéro dans ces pays dits avancés, par les exportations. Les pays de la zone euro, les Etats-Unis et le Japon subissent de plein fouet la concurrence des pays émergents, la Chine notamment parce qu’un yuan faible donne un avantage comparatif imbattable aux Chinois pour exporter dans tous les marchés du monde.

Aux yeux de Daniel Leigh, l’ajustement bud-

gétaire que doivent opérer les pays avancés ne suffit pas : «Un ajustement budgétaire brusque ne rassure pas les marchés, la valeur des actions tombe, et s’il réduit la dette souveraine de ces pays, il tue la croissance à court terme.» Tout comme la hausse des prix de l’énergie et des produits alimentaires de base. Une telle hausse, argumente-t-il, affaiblit le pouvoir d’achat dans les pays émergents et pèse néga-tivement sur la croissance.

Dans une économie mondialisée et de plus en plus interdépendante, estime-t-il, «en ce moment crucial pour l’économie mondiale, mar-

quée plutôt par l’incertitude, il est comme si nous marchons sur un fil de rasoir. Les deux actions devant aller de pair pour éviter de som-brer dans une crise profonde». Et d’ajouter : «Il y a risque de contamination. Nous l’avons constaté en 2008 lorsqu’un petit secteur – celui des subprimes –, a provoqué une crise mondia-le. Nous ne sommes pas à ce niveau-là, mais nous n’avons pas constaté ce pessimisme dans le marché depuis l’effondrement de la banque Lehmann en 2008, d’où la nécessaire solidarité.»

L. H.

Une croissance économique à 4 % en 2012 et des prix stables du baril de pétrole

Le FMI reste en tout cas optimiste et prévoit des taux de croissance positifs en 2012. Des prévisions calculées sur la base de trois hypothèses : «Que la crise de la zone euro ne prenne pas de l’ampleur, que les marchés financiers ne connaissent pas de grandes turbulences et qu’il n’ait pas de restrictions sur les liquidités.»

Ainsi, le FMI prévoit une croissance de 1 à 1,5 % dans la zone euro et aux Etats-Unis d’Amérique (les USA ont enregistré un taux de 2,5 % il y a six mois) et une récession au Japon avec un taux de croissance tendant vers le zéro. Le tout ne va, cependant, pas mal. La croi-ssance restera forte dans les pays émergents. Et l’économie mondiale s’accroîtra de 4 % en 2012. Les économistes notent, par ailleurs, que la crise aura des répercussions sur les pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord).

Des répercussions qui affecteront surtout les recettes du secteur touristique, assurées plutôt par les touristes européens. Sinon, les prix du baril resteront stables. Le FMI prévoit une moyen-ne de 100 USD/baril sur l’année 2012.

L. H.

COOPÉRATION ALGÉRO-FRANÇAISE

La formation en ingénierie territoriale renforcée

Une cinquantaine de cadres de diffé-rents secteurs bénéficieront d’un pro-gramme de formation aux nouveaux métiers de l’ingénierie territoriale dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma national d’aménagement du territoire (SNAT). Le programme sera réalisé par le ministère de l’Aménagement du territoire et de l’Environnement, en coopération avec l’ambassade de France à Alger et la Délégation interministérielle à l’aména-gement du territoire et à l’attractivité régionale (Datar-France).

F.-Zohra B. -Alger (Le Soir) - Le program-me, qui a bénéficié hier d’une réunion d’évalua-tion à mi-parcours, se déroule notamment à tra-

vers la tenue de séminaires d’étude en Algérie et en France et par le développement d’applications opérationnelles à travers des ateliers de formation-action (AFAC) ainsi que par des mis-sions d’expertise sur les grands projets publics d’aménagement du territoire. Il s’agira notam-ment des villes de Boughezoul et de Sidi Abdellah.

Le séminaire organisé ce jeudi a été pro-grammé par la convention de financement et a pour objet, selon ses initiateurs, de dresser un bilan du projet du Fonds de solidarité prioritaire (FSP), et ce, deux ans après son démarrage officiel le 4 mars 2009.

Le projet FSP vise, par ailleurs, à appuyer la mise en œuvre du schéma national d’aména-gement du territoire par le renforcement des compétences, selon les responsables du minis-tère de l’Environnement. «Le FSP permettra

aussi l’apport d’expertise internationale pour développer une ingénierie territoriale innovan-te», ont expliqué les experts.

S’agissant de la formation des cadres, les bénéficiaires ont effectué des stages d’immer-sion et d’observation en France. Des stages qui ont permis notamment, expliquent leurs bénéfi-ciaires, d’approfondir la démarche qui permet de passer du diagnostic du territoire au dia-gnostic stratégique.

Par ailleurs, six ateliers d’action formation en Algérie (AFAC) sont prévus, et la premier AFAC et la première session d’expertise ont tous deux porté sur la nouvelle ville de Boughezoul. Intervenant à l’ouverture du sémi-naire d’évaluation, Emmanuel Berthier, délégué interministériel à l’aménagement du territoire et à l’attractivité régionale (Datar-France), a décl-a-ré que des enjeux communs liaient les deux

pays dans le cadre des impératifs d’aména-gement du territoire.

Pour sa part, Abdelkader Benhadjoudja, chef de cabinet au ministère de l’Aménagement du territoire et de l’Environnement, a présenté le projet du SNAT. Il précisera que ce dernier bénéficiera d’une évaluation au mois de décembre prochain et d’une actualisation au même mois de l’année 2015. Le Schéma natio-nal d’aménagement du territoire (SNAT) approuvé par la loi n°10-02 du 29 juin 2010 défi-nit une stratégie pour l’aménagement et le développement durable de l’Algérie à l’horizon 2030. Pour sa mise en œuvre, rappellent les experts du secteur, «le renforcement des capa-cités humaines et l’apport d’expertises sont indispensables pour une ingénierie territoriale innovante».

F.-Z. B.